

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage : Ministère de la Culture

Représentant du maître d'ouvrage : Direction régionale des affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine

Pouvoir adjudicateur : Etat - Ministère de la culture

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

Mode de passation : **PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

Département : **DORDOGNE**

Localité : **MONTIGNAC**

Edifice : **Grotte de Lascaux**

Nature de l'opération : Traitement de la cavité : Interventions et observations.

Désignation des lots :

Nature du lot	N° du lot
Traitement de la cavité : Interventions et observations.	1

SOMMAIRE

ARTICLE 1 **OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 1.1 Objet du Marché - Emplacement des Travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2 Tranches et lots
- 1.3 Maîtrise d'ouvrage
- 1.4 Contrôle Technique

ARTICLE 2 **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

ARTICLE 3 **PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES**

- 3.1 Répartition des paiements
- 3.2 Tranche optionnelle
- 3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
 - 3.3.1 Variation de la T.V.A.
 - 3.3.2 Mode d'évaluation et règlement des comptes
 - 3.3.3 Constatation des quantités d'ouvrages exécutés
 - 3.3.4 Règlement des prix des ouvrages ou travaux non prévus
 - 3.3.5 Approvisionnement
- 3.4 Variation dans les prix
 - 3.4.1 Les prix seront (fermes ou révisables ou actualisables)
 - 3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché
 - 3.4.3 Choix de l'index de référence
 - 3.4.4 Variation de la T.V.A.
 - 3.4.5 Actualisation provisoire ou révision
- 3.5 Paiement des sous-traitants
 - 3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché
 - 3.5.2 Modalité de paiement direct
- 3.6 Formes particulières de l'envoi des projets des décomptes mensuels et finals
 - 3.6.1 Remise des projets de décompte au vérificateur
 - 3.6.2 Délai global de paiement
 - 3.6.3 Intérêts moratoires

ARTICLE 4 **DÉLAI D'EXÉCUTION**

- 4.1 Délais d'exécution des travaux
- 4.2 Pénalités pour retard
- 4.3 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

ARTICLE 5 **CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ**

- 5.1 Retenue de garantie
- 5.2 Avance forfaitaire
- 5.3 Avance sur matériel
- 5.4 Avance dans le cadre de la relance économique
- 5.5 Marché complémentaire

ARTICLE 6 **PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

- 6.1 Provenance des matériaux et produits

ARTICLE 6 **IMPLANTATION DES OUVRAGES**

ARTICLE 7 **PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

- 7.1 Période de préparation et nettoyage du chantier
 - 7.1.1 Période de préparation
 - 7.1.2 Nettoyage du chantier
- 7.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
- 7.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
 - 7.3.1 Mesures d'hygiènes
 - 7.3.2 Mesures de sécurité sur l'édifice
 - 7.3.3 Panneau de chantier
 - 7.3.4 Permis feu
 - 7.3.5 Autorisation administrative
 - 7.3.6 Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier

ARTICLE 8 **CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

- 8.1 Essais et contrôles des ouvrages
- 8.2 Réception
- 8.3 Documents fournis après exécution
- 8.4 Délai de garantie
- 8.5 Garanties particulières
- 8.6 Assurances
- 8.7 Taxe d'apprentissage
- 8.8 Résiliation de marché

ARTICLE 9 **CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE**

ARTICLE 10 **DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITION GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**) concernent le marché relatif au corps d'état cité en objet.

La description et la localisation des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**C.C.T.P.**).

1.2. Tranches et Lots

Les travaux seront réalisés en **trois tranches** et comportent **un seul lot** :

1 - Traitement de la cavité : Interventions et observations

1.3. Maîtrise d'ouvrage

- Maître d'ouvrage : Madame Muriel MAURIAC, Conservateur en Chef du patrimoine
Conservateur de la grotte
54, rue Magendie
33 074 Bordeaux Cedex
Tél. 05.57.95.01.82.

1.4. Contrôle technique

Sans objet.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) pièces particulières

- Acte d'engagement (**A.E.**),
- Présent cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**),
- Cahier des clauses techniques particulières (**C.C.T.P.**) ,
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire rédigé par l'entreprise
- Le mémoire technique établi par l'entreprise

b) pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Cahier des clauses techniques générales (**C.C.T.G.**) applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat,

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (**C.C.A.G.**) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.2. Tranches optionnelles

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche conditionnelle est de douze mois (12) à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche précédente.

Il n'est prévu aucune indemnité d'attente en cas de dépassement de ce délai.

L'indemnité de dédit en cas de non-réalisation de tranche optionnelle est précisé par l'entrepreneur dans l'acte d'engagement.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. Contenu des prix

Le prix du marché est hors T.V.A. et est établi :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites exposées dans le tableau suivant :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
- Vent	- 100 Km / heure
- Pluie	- 20 mm / jour pendant 8 jours consécutifs.
- Température (gel)	- Moins (-) 8 degrés Celsius pendant 8 jours consécutifs.
- Température (canicule)	- plus (+) 35 degrés Celsius pendant 8 jours consécutifs.
- Neige	- 10 cm d'épaisseur pendant 8 jours consécutifs.

En tenant compte des sujétions ci-après :

Les restaurateurs devront, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui leur sera données par la conservatrice de la grotte de Lascaux en ce qui concerne l'accès à la grotte et les modalités d'intervention. Les restaurateurs supporteront, **sans indemnité ni augmentation** du prix souscrit, les interruptions de travail imposées par les restrictions d'accès à la grotte. Ils devront obligatoirement se conformer au règlement intérieur du site.

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du **C.C.A.G.** - Travaux :

- Les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celles de l'emploi de matériaux découlant de la nature particulière à ne pas dégrader la cavité dans son ensemble (parois et décors pariétaux) impliquant :

- **l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser,**
- **les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties de la cavité,**
- **les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens,**
- Les frais d'assurances mentionnés à l'article **9.6** du présent **C.C.A.P.**
- Les frais d'établissement des attachements écrits et figurés dans les conditions définies à l'article **3.3.3** du présent **C.C.A.P.**
- Les frais d'établissement des documents fournis après exécution.

3.3.2. Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par le **prix global et forfaitaire** stipulés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

3.3.3. Constatation des quantités d'ouvrages exécutés

En complément de l'article **12 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur a la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés :

- Les attachements écrits et figurés qui doivent comporter impérativement toutes les informations utiles pour l'établissement des décomptes, à savoir pour :
 - **Positionnement du lieu des interventions sur un plan à l'échelle de 5 mm par mètre minimum.**
 - **Plans et coupes à l'échelle de 1 cm ou 2cm par mètre suivant la complexité des ouvrages.**
 - **Plans et coupes spécifiques aux interventions particulières**

Ces documents seront annexés aux mémoires définitifs (partiels ou final) et sept exemplaires supplémentaires seront fournis directement au maître d'œuvre pour établissement du D.D.O.E.

3.3.4. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article **14 du C.C.A.G.**

Les restaurateurs seront tenus de produire, dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou les prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'ouvrage.

En cas d'impossibilité absolue d'assimilation des nouveaux ouvrages à ceux prévus initialement, dans le Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et cadre de bordereau de prix unitaires, les travaux seront chiffrés avec des sous-détails faisant apparaître une décomposition identique à celle du marché. A cet effet, il est demandé à l'entrepreneur de présenter les sous-détails de prix suivant le modèle ci-après :

SOUS DETAIL DU PRIX FORFAITAIRE

MAIN D'OEUVRE

Suivant diverses qualifications

Intervenants

1) Temps passé à l'heure salaire
brut

Temps passé	A
Temps passé	A
Temps passé	A
Temps passé	A

=

2) X 1,

Coefficients charges salariales

=

H.T. € =

X 1,

Coefficient frais généraux, aléas de
chantier, frais de siège

=

X 1,

Bénéfice

soit PRIX DE VENTE =

- 1) - Faire figurer, en fractions décimales d'heures, les temps unitaires passés par les intervenants sur chantier dans leurs diverses qualifications y compris.
- 2) - Coefficients adoptés forfaitairement suivant publication Moniteur.

Ces prix subiront les conditions de variation fixées à l'article 3.4 ci-après.

3.3.5. Approvisionnement

Sans objet

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois mentionné dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé " Mois Zéro ".

3.4.2. Les prix seront révisables

Conformément à l'article **R. 2112-13** du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les prix des travaux seront révisés à l'aide de la formule de variation ci-dessous.

Le réajustement entre le mois d'exécution et le mois zéro, tel que ce mois est défini dans l'Acte d'Engagement, sera effectué avec une partie fixe de 0,15.

Les prix seront révisés à l'aide de la formule ci-après.

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \frac{(BT)}{BT^o})$$

dans laquelle :

P = le prix révisé
P_o = le prix initial
0,15 = la partie fixe

Le dénominateur représente l'index du mois zéro

Le numérateur représente le même index au mois d'exécution des travaux.

3.4.3 Choix de l'index

L'index de référence " I " choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est l'index national ci-après :

**Numéro du lot
N°1**

**Index correspondant
BT 50 (Base 100 en 2010)**

3.4.4. Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4.5. Actualisation provisoire

En complément des articles **12.2.1 et 12.2.3 du C.C.A.G.**, lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un **index** antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant celle définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index correspondant.

3.5. Paiements des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article **3.6.1.1 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant de paiement direct remet à la personne responsable :

- Soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que la personne responsable modifie la formule d'exemplaire unique ;
- Soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, si cet entrepreneur est un co-traitant l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial :

- Comporte l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R.2193-1 à R. 2193-22 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- Indique la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R. 2191-63 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le comptable assignataire des paiements, le compte à créditer si le sous-traitant est payé directement.

3.5.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire joint, en double exemplaire, un projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle **révision ou actualisation** des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A

3.6. Formes particulières de l'envoi des projets des décomptes mensuels et finals

3.6.1. Remise des projets de décomptes au maître d'ouvrage

Le nombre d'exemplaires des projets de décomptes mensuels, partiels définitifs trimestriels éventuels et décompte final dont l'entreprise doit la production est fixé à **quatre (4)**.

- L'entrepreneur devra remettre le **vingt (20)** de chaque mois au maître d'ouvrage un projet de décompte se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois précédent. **Le projet de décompte devra être établi en prenant en compte l'ensemble des quantités du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et ou du cadre de bordereau sur lequel il sera appliqué un pourcentage d'exécution.**

- En application de l'article 91 de la loi de finances pour 2024 et du décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022 relatif à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction, les entreprises concernées par l'obligation de transmission des factures électroniques devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

- En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

3.6.2. Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de **30 jours** suivant les modalités fixées par prévu à l'article L. 2192-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

3.6.3. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, par le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai suivant les modalités fixées par l'article R. 2192-31 à R. 2192-36 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION

4.1. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Le planning des interventions est fixé par la conservatrice de la grotte.

4.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, les pénalités précisées à l'article **19** du **C.C.A.G** seront appliquées par ordre de service.

4.3. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article **40** du C.C.A.G. une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article **19.3** du C.C.A.G, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Cette retenue sera égale à **5%** du montant **toutes taxes comprises** du marché valeur **mois zéro**.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Le présent marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

5.2. Avance forfaitaire

Pour les marchés fractionnés, une avance forfaitaire est versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la tranche considérée est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés.

Son montant est égal :

- Pour les lots dont le délai d'exécution **ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5 %)** du montant initial T.T.C. de la tranche considérée ;

- Pour les lots dont le délai d'exécution, **dépasse un an**, au produit par **12/N de cinq pour cent (5 %)** du montant initial T.T.C. de la tranche considérée.

N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existants sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse **soixante cinq pour cent (65 %)** du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint **quatre-vingts pour cent (80 %)** du montant du marché.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à **5 %** du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3. Avance sur matériel

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

5.4. Avance dans le cadre de la relance économique

Sans objet.

5.5. Marché complémentaire

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra recourir à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE 7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation et dépenses de chantier

7.1.1. Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

7.1.2 Nettoyage du chantier

- Chaque restaurateur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

- Chaque restaurateur a la charge de l'évacuation de ses propres gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés par **le maître d'ouvrage**. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par l'administration.

- Chaque restaurateur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

7.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation du **maître d'ouvrage**. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard **trente** jours (30) après leur réception.

7.3. Organisation, Hygiène et sécurité des chantiers

7.3.1. Mesures d'hygiène

Il n'est pas prescrit de dispositions particulières concernant l'hygiène.

7.3.2. Mesures de sécurité sur l'édifice

Chaque restaurateur est formellement tenu de recueillir, auprès du responsable de l'édifice, les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant **la sécurité, le vol et l'incendie**.

7.3.3. Panneau de chantier

Sans objet.

7.3.4. Permis de feu

Sans objet.

7.3.5. Autorisations administratives

Sans objet.

7.3.6. Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier

En complément des dispositions prévues à l'article **33 du C.C.A.G.**, lorsque les matériaux mettent à jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le **maître d'ouvrage**.

ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives du marché (C.C.T.G, fascicules techniques, C.C.T.P.) sont assurés par l'entrepreneur, suivant les directives et en présence du **Maître d'ouvrage**.

Par dérogation au 2e alinéa de l'article **38 du C.C.A.G.**, si le maître d'ouvrage prescrit d'autres ouvrages, essais ou contrôles que ceux prescrits dans les documents contractuels du marché, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise ; et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

8.2. Réception

Il est rappelé, qu'en application des dispositions de l'article **41 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur est tenu d'aviser la personne responsable du marché et le maître d'ouvrage, par lettre recommandée, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qu'ils le seront.

Si le marché prévoit plusieurs tranches, chaque tranche (ferme ou conditionnelles) fera l'objet d'une réception partielle conformément à l'article **42 du C.C.A.G.**

8.3. Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne feront l'objet d'aucune stipulation particulière. Ils seront présentés sous la forme et dans un nombre d'exemplaires conformes aux dispositions de l'article **40 du C.C.A.G.**

Les documents à fournir après exécution sont précisés au **C.C.A.P. (article 3.3.3)**.

En fin de chantier, l'entrepreneur fournira au maître d'ouvrage en trois exemplaires pour le **D.D.O.E.**, les attachements figurés définis à l'article **3.3.3 du C.C.A.P.** Tous les détails seront fournis.

Tous les documents de format supérieur à A3 (29.7 X 42) seront fournis, en plus des trois tirages, avec un contre-calque. Ces documents sont indépendants des attachements qui doivent être joints aux mémoires afin de permettre leur vérification.

Ceci est valable pour tous les corps d'état et pour tous les détails d'exécution.

8.4. Délai de garantie

Sans objet.

8.5. Garanties particulières

Sans objet.

8.6. Assurances

Dans un délai de **quinze jours** (15) à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, les restaurateurs ainsi que les sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- **d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.**

- **d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.**

En outre, pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U. et règles de calculs, ainsi que pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération fournis ou non par le titulaire, l'entreprise doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles **1792 à 1792.2 et 2270** du code civil.

8.7. Taxe d'apprentissage

Sans objet.

8.8. Résiliation de marché

Par dérogation à l'article **50 du C.C.A.G.**, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire si l'entreprise a été admise à la procédure de redressement judiciaire et justifie avoir été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou en cas d'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 9 : CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE

Le ministère de la Culture, engagé dans une démarche d'obtention du label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le ministère de la Culture s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère de la Culture s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de porter une attention toute particulière à l'égalité de ses employé.es en matière de salaires et d'accès aux évolutions de carrières, à la formation de ses équipes sur la prévention des violences sexistes et sexuelles et au maintien d'une atmosphère de travail saine ; un contrôle régulier et suivi de ces problématiques est souhaitable.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer tout projet permettant d'enrichir leur offre sociale.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations ou compléments apportés aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicités dans les articles désignés ci-après :

Pour le **C.C.A.G** :

Compléments ou dérogations à l'art. 12			résultant de		
"	"	9.4.3	"	"	3.3.3 du C.C.A.P.
"	"	12.2.1 et 12.2.3	"	"	3.4.3 du C.C.A.P.
"	"	12	"	"	3.4.5 du C.C.A.P.
"	"	33	"	"	3.6.1 du C.C.A.P.
"	"	38	"	"	7.3.6 du C.C.A.P.
"	"	40	"	"	8.1 du C.C.A.P.
"	"	50	"	"	8.3 du C.C.A.P.
"	"		"	"	8.8 du C.C.A.P.

Lu et accepté,
L'Entrepreneur,